



Libération (site web)

mercredi 12 février 2025 - 18:12:47 1722 mots

## **Pollution au plomb dans le XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris : «Six ans après Notre-Dame, on répète les mêmes erreurs»**

Margaux Gable

**L'incendie de la mairie de quartier, dans la nuit du 26 au 27 janvier, a dispersé dans les environs des résidus du métal lourd. Et en dépit des relevés bien supérieurs aux normes, des établissements scolaires et des crèches sont restés ouverts. Au grand dam des habitants, qui dénoncent la communication erratique de la municipalité.**

Pourquoi ne pas mentionner le plomb dès les premiers mails envoyés aux parents d'élèves ? Pourquoi ne pas avoir clairement dit que, selon les premiers relevés, la concentration de ce métal était par endroits jusqu'à 70 fois supérieure au seuil préconisé ? Comment expliquer l'absence de communication claire à destination des habitants du XII<sup>e</sup> arrondissement de Paris ? Face à la montagne d'interrogations qu'a soulevée la pollution au plomb suite à l'incendie de la mairie de quartier, fin janvier, l'édile écolo Emmanuelle Pierre-Marie et son équipe ont souhaité contenir l'émoi. Mais la première réunion publique sur le sujet, tenue le lundi 10 février, soit deux semaines après l'incendie, en présence de représentants de l'Agence régionale de santé (ARS) d'Ile-de-France et de la ville de Paris, semble avoir soulevé plus de questions qu'elle n'a véritablement apporté de réponses. Résultat, pour une majorité des 250 riverains présents, les deux heures d'échange n'ont pas suffi à calmer la gronde ni l'inquiétude.

Dans la nuit du 26 au 27 janvier, [un incendie ravage la mairie de quartier](#). Aucune victime n'est à déplorer, mais la toiture et le beffroi d'une trentaine de mètres ne résistent pas au brasier. Comme dans nombre de monuments historiques et de bâtiments anciens à Paris, du plomb est présent dans la structure de l'édifice. En plus des résidus de combustion, des poussières du métal toxique n'ont ainsi pas tardé à se répandre sur la chaussée et le mobilier urbain, poussant l'ARS à réaliser des prélèvements dès le lendemain.

Crèches, écoles, jardins... au total, une quarantaine de lieux qui accueillent des enfants [ont été analysés, tous les trois jours, dans un rayon de 300 mètres](#) autour du sinistre. Les premiers résultats sont anormalement élevés : au 1 rue Descos, la concentration en plomb atteint les 56 000 µg/m<sup>2</sup> (microgrammes par mètre carré) le 27 janvier. Même tableau au 157 avenue Daumesnil, où on relève 70 000 µg/m<sup>2</sup> le même jour. S'il n'existe pas de seuil contraignant officiel, la norme est de se référer à la valeur réglementaire de 1 000 µg/m<sup>2</sup> pour les surfaces extérieures, préconisée par le code de la santé publique. Ainsi, les concentrations observées aux alentours de la mairie sont 56 et 70 fois supérieures à celles recommandées.

**«Les informations ont mis dix jours à me parvenir»**

Présent un peu partout dans les toitures, les ferronneries des balcons, les tuyaux ou certaines peintures, le plomb est un métal lourd dont les poussières ne volent pas dans l'air mais tombent au sol. On les traîne ainsi jusqu'à chez nous par le biais de nos chaussures, poussettes ou caddies. Sauf que le plomb est toxique pour l'organisme. Ingeré ou inhalé, notamment par

l'enfant de moins de 7 ans ou la femme enceinte (car il franchit sans souci la barrière placentaire), il peut provoquer des troubles cognitifs irréversibles comme des déficits mentaux ou psychomoteurs. Outre le risque de saturnisme (intoxication au plomb), c'est une substance reprotoxique qui peut nuire à la fertilité et au développement de l'enfant à naître.

Face à un sujet de santé publique d'une telle ampleur et six ans après l'incendie de la cathédrale Notre-Dame [et les contaminations au plomb qui s'en sont suivies](#), comment expliquer qu'aucune affiche n'ait été placardée aux alentours de la mairie pour avertir les riverains ? Plus exactement, *«comment expliquer que, si nous n'allons pas chercher l'information par nous-mêmes, nous ne la trouvions pas ?»* lance Audrey, la mère d'une élève de l'école primaire privée Saint-Eloi. La mairie élude aussitôt le problème : *«On a publié un communiqué sur notre site, régulièrement mis à jour, on a envoyé des newsletters et on a affiché des recommandations de l'ARS dans les rues»*, affirme Emmanuelle Pierre-Marie.

Pourtant, dans les newsletters envoyées depuis le 27 janvier que *Libération* a pu consulter, il n'est pas une seule fois question de plomb. Pour obtenir l'information, il faut cliquer sur un lien hypertexte en fin de mail et ainsi atterrir sur le communiqué sur le site Internet de la mairie d'arrondissement. Sauf que, selon nos informations, ledit communiqué n'aurait été mis à jour avec la mention du plomb et les recommandations de l'ARS que plusieurs jours après l'incendie. Même chose sur les comptes X, Bluesky et Instagram de la mairie : quelle que soit la date, les communiqués ne font jamais mention du métal toxique. Enfin, en ce qui concerne les affiches, la dizaine de riverains interrogés par *Libération* l'assurent : des affiches ont bien été placardées tardivement à l'intérieur de quelques immeubles, mais aucune dans les rues. *«Je suis enceinte de cinq mois et j'ai un bébé de dix-sept mois. Je suis en colère d'apprendre tout ça par hasard. Les informations ont mis dix jours à me parvenir. Pouvez-vous aujourd'hui nous dire ce qu'il en est de la sécurité de nos enfants ?»* abonde une femme au cours de la réunion, la voix chevrotante.

### ***Etablissements scolaires pollués maintenus ouverts***

Dès les premiers relevés de l'ARS, des taux largement au-dessus des seuils réglementaires sont également constatés à l'intérieur des établissements. Première mesure mise en place : les trajets d'entrée et de sortie sont modifiés dans plusieurs écoles. Mais ces dernières restent ouvertes. Encore une fois, les informations envoyées aux parents sont fragmentaires. Dans le cas de l'école maternelle Elisa Lemonnier, les premiers mails de la ville de Paris du 27 et 28 janvier évoquent *«d'éventuelles poussières apportées par les fumées»* et des *«prélèvements dans les écoles»*. Le plomb n'est jamais expressément mentionné.

Dans les deux crèches privées qui font face à la mairie, les plus exposées, les bébés ont continué à jouer sur le sol pollué pendant cinq jours. Dès le lundi 27 janvier, on relevait pourtant un taux de 4 000 µg/m<sup>2</sup> de plomb sur le lino dans l'entrée d'un des deux établissements, soit presque 73 fois le seuil de 55 µg/m<sup>2</sup> recommandé pour les surfaces intérieures par le Haut conseil à la santé publique (HCSP) dans [son avis de février 2021](#). Malgré cela, la fermeture n'intervient que le lundi 3 février, soit une semaine après le sinistre. A noter que des plombémies (bilans sanguins pour détecter la présence de plomb) ont été recommandées aux enfants exposés. Pour l'heure, les premiers résultats sont rassurants car en deçà du seuil de vigilance de 25 µg/L fixé par le HCSP.

Mais comment expliquer ces fermetures tardives ? Interrogée sur ce point par *Libération*, l'édile de l'arrondissement se défend d'abord en disant qu'une telle décision n'est *«pas de*

[son] ressort». En effet, seul un arrêté préfectoral peut ordonner la fermeture d'un établissement. Mais face à un sujet de santé publique, la mairie n'aurait-elle pas pu faire pression sur la préfecture ? *«Bien sûr, c'est ce que nous avons fait, répond finalement Emmanuelle Pierre-Marie, nous avons sollicité la préfecture pour qu'elle ordonne la fermeture des deux crèches. Aux alentours du 5 février, de mémoire.»* Soit dix jours après l'incendie. Pourtant, selon nos informations, les crèches concernées n'ont reçu aucune communication de la préfecture ordonnant la fermeture. Si les établissements ont bien fermé leurs portes, cela résulte avant tout d'une initiative personnelle, sur recommandation de l'ARS.

### **Minimisation et «mensonges»**

*«Pourquoi cacher l'information ? [...] Pourquoi divulguer des mensonges aux parents et aux habitants ?», gronde Pascale, une habitante du quartier, sous les applaudissements. Loin d'apaiser les esprits, le discours de la mairie lors de la réunion publique de lundi soir n'a, chez certains, fait qu'exacerber la fâcherie. Si les taux de plomb relevés aux alentours de la mairie du XIIe sont nettement inférieurs à ceux observés près de Notre-Dame en 2019 – où on mesurait entre 500 000 et 900 000 µg/m<sup>2</sup> de plomb sur le parvis – l'épisode reste vif dans l'esprit des Parisiens. Face à ce parallèle, Laurence Girard, secrétaire générale adjointe à la mairie de Paris, a tenté de minimiser : «Aucun cas de saturnisme n'a été découvert dans les plombémies de Notre-Dame.»*

Mais prononcée ainsi, l'information est fausse. Si le lien avec l'incendie de l'édifice religieux n'a pas pu être explicitement prouvé par l'enquête environnementale, treize cas de saturnisme ont bien été constatés chez les enfants résidant autour de la cathédrale. En guise de conclusion, Laurence Girard a tenté de rassurer : *«Le plomb n'est dangereux que pour les enfants de moins de 7 ans et les femmes enceintes, il n'y a pas d'inquiétude à avoir.»* Mais cette minimisation a en réalité davantage énervé les présents. Pour rappel, le plomb a des effets délétères à long terme même chez l'adulte et est [responsable de la mort de près d'un million de personnes chaque année](#), selon les chiffres de l'Organisation mondiale de la santé.

*«Six ans après Notre-Dame, on répète les mêmes erreurs», regrette Annie Thébaud-Mony, chercheuse à l'Inserm, présidente de l'association Henri Pézerat et membre du collectif «Plomb Notre-Dame». «Dans une situation comme celle-là, tous les établissements scolaires auraient dû être fermés et des consignes strictes auraient dû être données à tous les habitants», poursuit-elle. Jacky Bonnemain, directeur de l'association environnementale Robin des bois, fustige pour sa part la «négligence» de la mairie. «La carcasse du beffroi, qui a été décrochée, n'est même pas bâchée et reste à l'air libre. Certes, elle est dans un périmètre interdit d'accès, mais les poussières ne connaissent pas les barrières et les franchissent aisément.»* Plus de deux semaines après l'incendie, le beffroi orne en effet toujours le parvis de la mairie.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)